

REGION WALLONNE -- WALLONISCHE REGION -- WAALS GEWEST

F. 95 - 1964

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27365]

**6 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'agrément des entreprises de formation par le travail**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée, notamment les articles 2, 4, § 2, et 6;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 20 mars 1995;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 21 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur la Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant les problèmes budgétaires et les difficultés rencontrées par l'Administration au niveau de l'agrément des organismes concernés et de l'évaluation de leurs actions, il s'avère urgent de recadrer les actions de ces organismes, en regard notamment de celles menées par les grands organismes publics, afin de pouvoir élaborer des critères objectifs de financement;

Considérant qu'il s'impose de communiquer sans tarder ce nouveau cadre de référence et ces nouveaux critères aux organismes concernés;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Arrête :

CHAPITRE Ier. - Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° "le Ministre" : le Ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions;
- 2° "le Forem" : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 3° "l'Administration" : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- 4° "E.F.T." : l'Entreprise de Formation par le Travail;
- 5° "C.P.A.S." : le Centre public d'aide sociale.

CHAPITRE II. - Conditions d'agrément

Art. 2. Les organismes visés par le décret du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée, peuvent être agréés comme E.F.T., s'ils répondent aux conditions déterminées par le présent arrêté.

Art. 3. § 1er. L'E.F.T. a pour objet d'assurer la formation de stagiaires en recourant à une pédagogie spécifique. Celle-ci repose sur l'accomplissement d'un travail productif, assorti d'une formation théorique adaptée aux besoins individuels, et sur l'accompagnement psycho-social du stagiaire.

La formation a pour but l'insertion socio-professionnelle de demandeurs d'emploi qui rencontrent des difficultés importantes d'insertion sur le marché de l'emploi en raison de caractéristiques socio-culturelles. Elle vise l'acquisition ou le renforcement de compétences suffisantes pour permettre soit la conclusion d'un contrat de travail soit l'accès à une formation qualifiante.

§ 2. L'E.F.T. est autorisée à produire et commercialiser des biens ou prester des services rémunérés, dans les limites strictes nécessaires à la réalisation de son objet social.

Le Ministre détermine, sur proposition de la Commission d'agrément, visée à l'article 11 du présent arrêté, les ratios financiers permettant de vérifier la limitation quantitative des activités visées au présent paragraphe. Ces ratios financiers tiennent compte notamment du nombre de stagiaires occupés, du volume d'heures de formation assuré et du secteur d'activités.

L'E.F.T. tient une comptabilité présentée selon le plan comptable normalisé. Celle-ci fait apparaître distinctement les opérations imputées aux activités de production et les opérations imputées aux activités de formation.

Art. 4. L'E.F.T. accueille en tant que stagiaires des personnes qui répondent aux conditions suivantes :

- 1° être âgées de moins de 26 ans et ne pas être soumises à l'obligation scolaire;
- 2° ne pas être porteuses, au moment de leur admission, du certificat d'enseignement secondaire inférieur ni d'un titre équivalent;
- 3° ne pas être inscrites dans un établissement d'enseignement de plein exercice.

Art. 5. § 1er. L'E.F.T. peut également accueillir en tant que stagiaires les personnes suivantes, âgées de plus de 25 ans, pour autant qu'elles ne soient pas porteuses du certificat d'enseignement secondaire inférieur ou d'un titre équivalent :

1° les personnes ayant, au moment de leur admission, la qualité de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence ou de bénéficiaires de l'aide sociale, ainsi que des personnes sans ressources;

2° les personnes ayant la qualité de chômeurs de longue durée ou des personnes qui réintègrent le marché de l'emploi.

Leur admission a lieu dans les limites prévues par une convention conclue à cet effet avec le Forem.

Pour les personnes visées au 1°, qu'il s'agit d'admettre dans une E.F.T. constituée sous forme d'association sans but lucratif, cette convention doit également être souscrite par le C.P.A.S. compétent.

§ 2. Par chômeurs de longue durée au sens du § 1er du présent article, on entend les demandeurs d'emploi qui sont depuis deux ans au moins sans interruption dans une ou plusieurs des situations suivantes :

1° chômeur complet bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

2° chômeur complet bénéficiant d'allocations de chômage selon les dispositions des articles 101, 103 ou 104 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Pour l'application du présent paragraphe, sont assimilées à des périodes de chômage :

1° les périodes de non-paiement d'allocations de chômage ou d'attente de maximum quinze jours consécutifs, sauf s'il s'agit d'une sanction administrative ou d'une exclusion en vertu des articles 51 et 52 ou 153 à 156 de l'arrêté du 25 novembre 1991 précité;

2° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en vertu des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

3° les périodes d'emprisonnement en Belgique;

4° les périodes de résidence en République fédérale d'Allemagne d'un travailleur qui cohabite avec un Belge occupé dans le cadre du stationnement des Forces belges en Allemagne;

5° les périodes d'appel ou de rappel sous les drapeaux ou de service accompli en qualité d'objecteur de conscience;

6° les périodes de chômage couvertes par un pécule de vacances;

7° les périodes de travail salarié qui, cumulées, ne dépassent pas l'équivalent de trois mois d'occupation à temps plein.

§ 3. Par "personnes qui réintègrent le marché de l'emploi", il faut entendre les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

1° ne pas avoir exercé d'activité professionnelle pendant les trois années précédant leur insertion;

2° ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage, d'attente ou d'interruption pendant la période de trois ans qui précède leur engagement;

3° avoir, avant la période de trois ans versée au 1° et 2°, interrompu leurs activités professionnelles ou n'avoir jamais commencé une telle activité, soit pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants, des enfants ou leur conjoint ou des enfants de la personne avec laquelle ils cohabitent, soit pour s'occuper de leur père ou mère, du père ou de la mère de leur conjoint ou de la personne avec laquelle ils cohabitent.

Art. 6. L'E.F.T. peut être autorisée par le Ministre, sur avis conforme de la Commission d'agrément visée à l'article 11, à accueillir des stagiaires qui ne répondent pas à certaines des conditions imposées par les articles 4 et 5. Ceux-ci ne peuvent représenter plus de 20 % du total des stagiaires admis chaque E.F.T.

Cette autorisation peut être accordée soit pour des cas individuels, soit pour des catégories de stagiaires. Dans le second cas, elle est valable pour la durée de l'agrément en cours.

Le Ministre se prononce dans un délai de deux mois sur les demandes de dérogations individuelles.

Le Ministre se prononce dans un délai de six mois sur les demandes de dérogation par catégories.

Les délais visés aux alinéas précédents prennent cours à dater de la transmission du dossier par la Commission d'agrément au Ministre.

Art. 7. L'E.F.T. doit assurer au minimum 8 000 heures de formation par an.

Le programme de formation suivi par chaque stagiaire comporte au minimum 300 heures par an. Il s'étend au maximum sur une période de dix-huit mois de formation effective, en ce compris les périodes prestées dans le cadre de l'alinéa 3 du présent article. Il ne peut comporter plus de 2 100 heures de formation.

Ce programme peut s'effectuer, à concurrence d'une période effective maximale de trois mois, renouvelable deux fois, au sein d'une ou de plusieurs entreprises avec lesquelles l'E.F.T. conclut à cet effet une convention particulière, reprenant au moins les dispositions minimales arrêtées par le Ministre. Néanmoins, au cours de chacune des périodes considérées, au moins 10 % des heures de formation suivies par le stagiaire doivent être dispensées au sein de l'E.F.T.

Art. 8. L'E.F.T. est constituée sous forme d'association sans but lucratif ou organisée par un C.P.A.S.. Elle respecte strictement la législation fiscale et sociale et accueille les stagiaires sans discrimination et dans le respect de leurs droits et libertés fondamentaux.

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanant de l'association agréée doivent porter la mention "E.F.T." agréée sous le n°...".

Art. 9. Un contrat de formation, dont le modèle est établi par le Ministre, est conclu entre l'E.F.T. et chaque stagiaire.

L'E.F.T. tient à jour des dossiers pédagogiques individuels faisant apparaître, pour chaque stagiaire, une évaluation des déficits de compétence établie à l'entrée en stage avec le programme de formation et les objectifs de formation retenus pour combler ces déficits. Le dossier individuel comprend également des rapports d'évaluation intermédiaires établis au moins tous les deux mois ainsi qu'un rapport d'évaluation final établissant l'état des compétences du stagiaire en fin de formation.

Le dossier pédagogique comprend un relevé des présences du stagiaire durant la formation.

Art. 10. L'E.F.T. établit annuellement un rapport d'activités qui comporte notamment, sous forme de données anonymes, une analyse de la situation du public visé, une description des méthodes pédagogiques utilisées, une indication précise des résultats obtenus en termes d'acquisition ou de renforcement de compétences ou en termes d'insertion socio-professionnelle, ainsi qu'une description des activités commerciales exercées.

Ce rapport d'activités est communiqué chaque année à l'Administration, accompagné du budget et des comptes annuels de l'organisme.

CHAPITRE III. - Procédure d'agrément

Art. 11. § 1er. Il est institué auprès du Ministère de la Région wallonne une Commission d'agrément des entreprises de formation par le travail. Elle est présidée par le représentant du Ministre et composée de quatorze membres effectifs et quatorze membres suppléants, soit :

- 1° deux membres représentant les organisations représentatives des travailleurs;
- 2° deux membres représentant les organisations représentatives des employeurs;
- 3° deux membres représentant le Forem;
- 4° un membre représentant l'Union des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, section C.P.A.S.;
- 5° un membre représentant l'Administration;
- 6° un membre représentant la cellule "Fonds social européen";
- 7° un membre représentant le Conseil économique et social de la Région wallonne;
- 8° un membre représentant le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions;
- 9° un membre représentant le Fonds communautaire d'intégration professionnelle des personnes handicapées ou tout organisme appelé à succéder à ce Fonds;
- 10° deux membres représentant les E.F.T., dont le droit de vote est limité ainsi qu'il est prévu au § 2 du présent article.

Les membres de la Commission d'agrément de même que leurs suppléants, sont nommés par le Ministre pour une durée de trois ans.

La Commission d'agrément arrête son règlement d'ordre intérieur, qui est soumis à l'approbation du Ministre. Le secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire nommé par l'Administration.

§ 2. La Commission d'agrément donne des avis au Ministre, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre, sur toute question relative aux E.F.T. et à l'application du présent arrêté.

Lorsque la Commission d'agrément se prononce en vertu des articles 6, 13, 15 et 16 du présent arrêté, les membres visés au point 10 du § 1er siègent avec voix consultative.

Art. 12. § 1er. La demande d'agrément est introduite auprès du service compétent de l'Administration. Elle est accompagnée d'un dossier comportant en tous cas :

- 1° les statuts de l'association sans but lucratif demanderesse;
- 2° le programme visé par l'article 4, § 3 du décret du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée;
- 3° l'engagement de se soumettre au contrôle administratif, pédagogique et budgétaire du service compétent de l'Administration;
- 4° les documents justifiant de l'exercice d'une activité de formation par le travail en Région wallonne depuis un an au moins, ainsi que les comptes de l'exercice écoulé;
- 5° un projet de budget détaillé pour l'année civile suivant l'exercice en cours et un plan financier portant sur les deux années à venir;
- 6° un rapport sur les relations existant entre l'association demanderesse et les organismes socio-professionnels locaux, notamment le Forem, les C.P.A.S., les mouvements associatifs, les entreprises locales;
- 7° l'avis du Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation sur le programme visé sub 2°, ou la preuve qu'un tel avis a été sollicité sans succès depuis plus de trois mois;
- 8° un relevé du personnel permanent occupé par l'entreprise demanderesse avec, pour chacun des membres, indication de ses qualifications, certificats, brevets ou diplômes ainsi que ses fonctions au sein de l'organisme.

§ 2. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande, l'Administration adresse au demandeur soit un accusé de réception mentionnant que le dossier de demande est complet, soit un avis l'invitant à compléter le dossier au regard des dispositions du § 1er du présent article.

Lorsqu'il constate le caractère complet d'un dossier de demande, l'Administration transmet immédiatement celui-ci à la Commission d'agrément, visée à l'article 11 du présent arrêté.

Art. 13. § 1er. La Commission d'agrément rend un avis motivé sur toute demande d'agrément dans un délai de trois mois à dater de la réception du dossier de demande. L'écoulement de ce délai est suspendu du 1er juillet au 31 août de chaque année.

L'avis de la Commission d'agrément est motivé au minimum par référence aux critères suivants :

- 1° la qualité du programme d'activités proposé et la pertinence des compétences acquises ou renforcées par la formation pour atteindre le but d'insertion socio-professionnelle;
- 2° la complémentarité entre le programme d'activités proposé et les initiatives d'insertion socio-professionnelle existant localement;
- 3° la proportion entre les objectifs de formation et l'ampleur des activités commerciales exercées; cette appréciation s'exerce par référence aux ratios déterminés en vertu de l'article 2, § 2 du présent arrêté;
- 4° les conditions spécifiques visées dans les articles 5 et 6.

§ 2. La Commission d'agrément entend les représentants des E.F.T. qui le sollicitent. Elle peut également inviter les représentants des demandeurs à être entendus.

Dans tous les cas, l'audition a lieu dans les deux mois après l'envoi par lettre recommandée d'une convocation mentionnant, s'il y a lieu, les points précis à propos desquels la Commission d'agrément souhaite entendre le point de vue des représentants de l'E.F.T.

§ 3. A défaut d'avis prononcé dans le délai prévu par le § 1er du présent article, l'avis n'est plus requis.

Art. 14. Le Ministre se prononce sur la demande d'agrément au plus tard six mois après l'envoi de l'accusé de réception visé par l'article 12 du présent arrêté. L'écoulement de ce délai est suspendu du 1er juillet au 31 août de chaque année.

A défaut de décision notifiée au demandeur deux mois après l'expiration de ce délai, l'agrément est réputé refusé. S'il s'écarte de l'avis de la Commission d'agrément, le Ministre motive spécialement sa décision.

Art. 15. § 1er. Dans les trente jours de la notification du refus d'agrément, l'E.F.T. peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement.

Ce recours est suspensif.

§ 2. La demande est transmise au Ministre qui la soumet au Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement statue dans un délai de trois mois à dater de l'introduction du recours. Il motive sa décision et notifie celle-ci à l'E.F.T., par l'intermédiaire de l'Administration.

Art. 16. L'agrément est accordé pour une période de trois ans, renouvelable. La demande de renouvellement est introduite auprès de l'Administration au plus tôt huit mois et au plus tard deux mois avant l'expiration de l'agrément en cours.

La procédure de renouvellement d'agrément est régie par les articles 12, 13 et 14 du présent arrêté. L'avis de la Commission d'agrément est motivé en fonction non seulement des projets présentés, mais aussi de l'évaluation des prestations accomplies au cours de la période d'agrément écoulée, sur base notamment des rapports d'activité, des budgets, des comptes et de tous autres éléments d'information que la Commission d'agrément estime utiles.

Cette évaluation porte notamment sur :

1° la qualité de la mise en oeuvre et du développement du projet pédagogique;

2° la prise en considération dans la formation de l'expérience de travail réel et de la gestion de l'ensemble du projet;

3° la capacité de collaboration de l'E.F.T. avec les autres organismes existants et notamment ceux qui sont visés à l'article 11, § 1er du présent arrêté;

4° les résultats obtenus par les stagiaires en termes d'acquisition ou de renforcement de compétences ainsi qu'en termes d'insertion socio-professionnelle;

5° le respect des ratios financiers déterminés en vertu de l'article 3, § 2, du présent arrêté.

Art. 17. L'agrément en cours peut être retiré par le Ministre lorsque le bénéficiaire cesse de remplir l'une des conditions d'agrément prévues par le présent arrêté.

Dans les mêmes cas, l'agrément peut également être suspendu par le Ministre pour une durée maximale de six mois, lorsqu'il estime que la situation de l'E.F.T. agréée est susceptible de régularisation dans le délai qu'il fixe.

Les décisions de suspension ou de retrait sont soumises à l'avis conforme de la Commission d'agrément.

La Commission d'agrément se prononce après avoir entendu les représentants de l'organisme concerné.

Art. 18. Tout organisme qui exerce ou se propose d'exercer des activités répondant aux conditions déterminées par le présent arrêté peut solliciter, dès avant d'avoir fonctionné durant une année, une autorisation de fonctionnement provisoire.

Cette autorisation de fonctionnement provisoire est accordée par le Ministre, sur avis de la Commission d'agrément. La Commission d'agrément vérifie si le déroulement de l'activité en cours ou en projet est susceptible de conduire l'organisme à l'obtention de l'agrément. La procédure d'examen des demandes est soumise aux articles 12 et 13 du présent arrêté.

CHAPITRE IV. - Subventions et dispositions diverses

Art. 19. § 1er. Les E.F.T. agréées conformément au présent arrêté bénéficient de subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement et de personnel propres à leurs activités de formation. Les subventions sont strictement réservées aux activités de formation et ne peuvent en aucune manière servir à soutenir des activités de production.

Le Ministre arrête les critères afin de définir les montants de subvention, sur avis conforme de la Commission d'agrément, en tenant compte notamment du nombre de stagiaires occupés par l'E.F.T. agréée ainsi que du nombre d'heures de formation suivies.

§ 2. L'utilisation des subventions visées au § 1er du présent article est justifiée de manière détaillée dans les budgets et les comptes des organismes agréés. Ceux-ci sont soumis au contrôle des inspecteurs que le Ministre désigne au sein du service compétent de l'Administration conformément aux articles 55 à 58 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 20. Pour autant qu'il ne soit pas porté préjudice aux prestations sociales dont bénéficient les jeunes, l'E.F.T. doit verser pendant la durée de formation, à l'exclusion des périodes visées à l'article 7, alinéa 3, du présent arrêté, une indemnité de formation atteignant un minimum de 40F/heure, liée à l'indice des prix à la consommation (indice des prix à la consommation de base 1988).

Art. 21. Un certificat de capacité et de fréquentation est délivré par l'E.F.T. à chaque personne ayant suivi au minimum 300 heures de formation en son sein. Avant sa délivrance, ce certificat doit être soumis au visa du Ministre, ou du fonctionnaire délégué par lui à cet effet. Le visa est accordé ou refusé dans un délai de deux mois à dater de la réception du certificat.

Art. 22. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et suivant les conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut autoriser les E.F.T. agréées à recruter des agents contractuels subventionnés en vue de leur confier les tâches visées à l'article 3.

Le montant annuel de la prime dont les E.F.T. visées à l'alinéa précédent bénéficient s'élève à 500 000 F par agent contractuel subventionné occupé à temps plein. Cette prime est octroyée pour un nombre de contractuels subventionnés fixé à deux équivalents temps plein maximum par E.F.T.

En cas d'occupation à temps partiel, ce montant de 500 000 F est réduit au prorata de la durée des prestations. Peuvent occuper un emploi de contractuel subventionné visé par le chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, les chômeurs complets indemnisés à la veille du jour de leur engagement.

Art. 23. Le Ministre désigne, au sein de l'Administration, les fonctionnaires chargés du contrôle et de la surveillance des dispositions du présent arrêté.

Art. 24. Les organismes agréés en vertu des dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 septembre 1991 relatif à l'agrément et au subventionnement d'entreprises d'apprentissage professionnel sont réputés être agréés comme E.F.T. conformément aux dispositions du présent arrêté, et ce jusqu'à l'expiration de l'agrément en cours.

Art. 25. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 septembre 1991 relatif à l'agrément et au subventionnement d'entreprises d'apprentissage professionnel est abrogé.

Art. 26. Le présent arrêté produit ses effets le 1er mai 1995. Il cessera d'être en vigueur en ce qui concerne l'article 22, le 1er mai 1997.

Art. 27. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 avril 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON
Le Ministre du Développement technologique,
de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 - 1964

[C - 27365]

6. APRIL 1995. - Erlaß der Wallonischen Regierung über die Zulassung von Unternehmen für die Ausbildung durch Arbeit

Aufgrund des Dekrets II der Französischen Gemeinschaft vom 19. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund des Dekrets II des Wallonischen Regionalrats vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund des Dekrets III der Versammlung der Französischen Gemeinschaftskommission vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juli 1987 über die Zulassung und die Bezuschußung bestimmter Einrichtungen, die Aktivitäten im Bereich der sozialberuflichen Eingliederung oder der ständigen beruflichen Weiterbildung ausüben, insbesondere der Artikel 2, 4, § 2, und 6;

Aufgrund des am 20. März 1995 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 21. März 1995 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office Communautaire et Régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund der Zustimmung des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es aufgrund der haushaltstechnischen Probleme und der Schwierigkeiten, mit denen die Verwaltung bei der Zulassung der betreffenden Einrichtungen und der Bewertung ihrer Aktivitäten konfrontiert wurde, dringend notwendig ist, den Aktionen dieser Einrichtungen einen neuen Rahmen zu verleihen, insbesondere unter Berücksichtigung der Aktionen der großen öffentlichen Einrichtungen, damit objektive Finanzierungskriterien ausgearbeitet werden können;

In der Erwägung, daß es unerlässlich ist, diesen neuen Richtrahmen und diese neuen Kriterien den betreffenden Einrichtungen mitzuteilen;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. - Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "der Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsausbildung gehört;

2° "das Forum": das Gemeinschaftliche und Regionale Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

3° "die Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° "U.A.A.": Unternehmen für die Ausbildung durch Arbeit ("E.F.T.": Entreprise de Formation par le Travail);

5° "Ö.S.H.Z.": das Öffentliche Sozialhilfzentrum.

KAPITEL II. - Zulassungsbedingungen

Art. 2. Die im Dekret vom 17. Juli 1987 über die Zulassung und die Bezuschußung bestimmter Einrichtungen, die Aktivitäten im Bereich der sozialberuflichen Eingliederung oder der ständigen beruflichen Weiterbildung ausüben, angeführten Einrichtungen können als U.A.A. zugelassen werden, wenn sie die durch den vorgenannten Erlaß festgelegten Bedingungen erfüllen.

Art. 3. § 1. Zielsetzung der U.A.A. ist die Ausbildung von Praktikanten durch den Einsatz einer spezifischen Pädagogik. Diese beruht einerseits auf der Ausübung einer produktiven Tätigkeit, mit der eine den individuellen Bedürfnissen angepaßte theoretische Ausbildung einhergeht, und andererseits auf der sozialpsychologischen Betreuung des Praktikanten.

Die Ausbildung zielt darauf ab, die sozialberufliche Eingliederung von Arbeitssuchenden zu gewährleisten, die aufgrund von soziokulturellen Eigenheiten mit umfangreichen Problemen bei ihrer Eingliederung in den Arbeitsmarkt konfrontiert werden. Durch diese Ausbildung sollen ausreichende Fähigkeiten erlangt oder vertieft werden, um entweder den Abschluß eines Arbeitsvertrages, oder aber den Zugang zu einem qualifizierenden Lehrgang zu ermöglichen.

§ 2. Das U.A.A. ist befugt, Güter herzustellen und zu vertreiben, oder entgeltliche Dienstleistungen zu erbringen, ohne dabei die Grenzen ihres Gesellschaftszwecks überschreiten zu dürfen.

Der Minister bestimmt auf Vorschlag des in Artikel 11 des vorliegenden Erlasses genannten Zulassungsausschusses die Quoten, die eine Überprüfung der mengenmäßigen Einschränkung der im vorliegenden Paragraphen genannten Aktivitäten ermöglichen. Bei der Festlegung dieser Quoten werden u.a. die Anzahl der beschäftigten Auszubildenden, das Stundenvolumen des gewährleisteten Ausbildungsprogramms und der Aktivitätsbereich berücksichtigt.

Das U.A.A. führt eine Buchhaltung, die gemäß dem normalisierten Buchungsplan gegliedert wird. Aus dieser gehen jeweils jene Aktivitäten hervor, die Teil der Produktionsaktivitäten sind und jene, die in den Bereich der Ausbildungsaktivitäten gehören.

Art. 4. Das U.A.A. nimmt als Auszubildende Personen auf, die folgende Bedingungen erfüllen:

- 1° nicht älter als 26 Jahre sein und der Schulpflicht nicht mehr unterliegen;
- 2° zum Zeitpunkt ihrer Zulassung kein Abschlußzeugnis des unteren Sekundarunterrichts oder ein gleichwertiges Abschlußzeugnis besitzen;
- 3° nicht in einer Unterrichtsanstalt mit vollem Stundenplan eingeschrieben sein.

Art. 5. § 1. Das U.A.A. ist ebenfalls berechtigt, folgende Personen als Auszubildende aufzunehmen, die älter als 25 Jahre sind, unter der Bedingung, daß sie kein Abschlußzeugnis des unteren Sekundarunterrichts oder ein gleichwertiges Abschlußzeugnis besitzen /

1° die Personen, die zum Zeitpunkt ihrer Aufnahme die Eigenschaft als Empfänger des Existenzminimums oder die Eigenschaft als Sozialhilfeempfänger besitzen, sowie mittellose Personen;

2° die Personen, die als Langzeitarbeitslose gelten oder wieder auf den Arbeitsmarkt zurückkehren.

Die Aufnahme dieser Personen findet innerhalb der Grenzen statt, die im Rahmen eines zu diesem Zweck mit dem Forem abgeschlossenen Abkommens festgelegt werden.

Falls es sich bei der Aufnahme in eine in Form einer Vereinigung ohne Erwerbzweck gegründeten U.A.A. um in Punkt 1° genannte Personen handelt, muß das genannte Abkommen ebenfalls durch das zuständige Ö.S.H.Z. unterzeichnet werden.

§ 2. Als Langzeitarbeitslose im Sinne von § 1 des vorliegenden Artikels gelten jene Arbeitssuchenden, die sich seit mindestens 2 Jahren ununterbrochen in einer oder mehreren der nachstehenden Sachlagen befinden:

- 1° Vollarbeitsloser, der für alle Wochentage Arbeitslosen- oder Wartegeld bezieht;
- 2° Vollarbeitsloser, der gemäß den Bestimmungen von Artikel 101, 103 oder 104 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 über die Regelung der Arbeitslosigkeit Arbeitslosengeld bezieht.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen werden folgende Zeitspannen Perioden der Arbeitslosigkeit gleichgestellt :

1° die Zeitspannen, in denen das Arbeitslosen- oder Wartegeld während höchstens 15 aufeinanderfolgenden Tagen nicht gezahlt wird, außer wenn es sich um eine Verwaltungsstrafe oder um einen gemäß den Artikeln 51, 52 oder 153 bis 156 des vorgenannten Erlasses vom 25. November 1991 durchgeführten Ausschluß handelt;

2° die Zeitspannen, die zur Zahlung einer Entschädigung aufgrund der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen über die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität geführt haben;

3° die Zeitspannen der Inhaftierung in Belgien;

4° die Zeitspannen des Aufenthalts in der Bundesrepublik Deutschland eines Arbeiters, der bei einem belgischen Staatsangehörigen wohnt, der im Rahmen der Stationierung der belgischen Streitkräfte in Deutschland beschäftigt ist;

5° die Zeitspannen der Einberufung oder der Wiedereinberufung unter die Fahne oder des als Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen geleisteten Dienstes;

6° die durch Urlaubsgeld abgedeckten Zeitspannen der Arbeitslosigkeit;

7° die Zeitspannen der im Rahmen eines Arbeitsvertragsverhältnisses geleisteten Beschäftigung, deren Dauer insgesamt nicht mehr als 3 Monaten einer Vollzeitbeschäftigung entspricht.

§ 3. Als "Personen, die wieder auf den Arbeitsmarkt zurückkehren" gelten jene Arbeitssuchenden, die folgende Bedingungen gleichzeitig erfüllen:

1° sie haben während drei Jahren vor ihrer Eingliederung keine berufliche Tätigkeit ausgeübt;

2° sie haben während drei Jahren vor ihrer Einstellung kein Arbeitslosen-, Warte- oder Unterbrechungsgeld bezogen;

3° sie haben vor der in Punkt 1° und 2° genannten dreijährigen Zeitspanne ihre Berufsbeschäftigung unterbrochen oder eine derartige Beschäftigung nie begonnen, sei es entweder um sich der Erziehung ihrer Kinder, der Kinder ihres Ehepartners oder der Kinder der Person, mit der sie zusammenleben, zu widmen oder um ihren Vater oder ihre Mutter, den Vater oder die Mutter des Ehepartners oder der Person, mit der sie zusammenleben, zu betreuen.

Art. 6. Der Minister kann dem U.A.A. im Anschluß an ein ordnungsgemäßes Gutachten des in Artikel 11 genannten Zulassungsausschusses erlauben, Auszubildende aufzunehmen, die manche der durch die Artikel 4 und 5 auferlegten Bedingungen nicht erfüllen. Die Anzahl dieser Auszubildenden darf jedoch nicht mehr als 20 aller in einem U.A.A. aufgenommenen Auszubildenden übersteigen.

Diese Erlaubnis kann entweder für Einzelfälle, oder für Kategorien von Auszubildenden erteilt werden. Im zweiten Fall gilt sie für die Dauer der laufenden Zulassung.

Der Minister nimmt innerhalb einer Frist von zwei Monaten zu den Abweichungsanträgen, die Einzelfälle betreffen, Stellung.

Der Minister nimmt innerhalb einer Frist von sechs Monaten zu den Abweichungsanträgen, die Kategorien von Auszubildenden betreffen, Stellung.

Die in den vorgenannten Absätzen festgelegten Fristen laufen ab dem Datum, an dem der Zulassungsausschuß die Akte an den Minister übermittelt.

Art. 7. Das U.A.A. ist verpflichtet, jährlich mindestens 8 000 Ausbildungsstunden zu erteilen.

Jeder Auszubildende besucht eine Lehrgang, der mindestens 300 Stunden jährlich umfaßt. Dieser Lehrgang erstreckt sich maximal über einen Zeitraum von achtzehn Monaten effektiver Ausbildung, einschließlich der im Rahmen der Bestimmungen von Absatz 3 des vorliegenden Artikels durchgeführten Leistungen. Der Lehrgang darf jedoch nicht mehr als 2 100 Stunden umfassen.

Der Lehrgang kann über einen Zeitraum einer effektiven Höchstdauer von drei Monaten, der zweimal erneuert werden kann, innerhalb eines oder mehrerer Unternehmen durchgeführt werden, mit denen das U.A.A. diesbezüglich ein Sonderabkommen abschließt, in dem wenigstens die durch den Minister verabschiedeten Mindestbedingungen angeführt werden. Während der betreffenden Zeiträume müssen jedoch jeweils 10 der Ausbildungsstunden durch das U.A.A. erteilt werden.

Art. 8. Das U.A.A. wird entweder als Vereinigung ohne Erwerbszweck gegründet oder aber durch das Ö.S.H.Z. eingerichtet. Das Unternehmen hält sich strikt an die steuerrechtliche und soziale Gesetzgebung und nimmt die Auszubildenden ohne Diskriminierung und unter Beachtung ihrer grundlegenden Rechte und Freiheiten auf.

Alle Urkunden, Rechnungen, Anzeigen, Veröffentlichungen und anderen Schriftstücke der zugelassenen Vereinigung müssen den Vermerk "U.A.A. zugelassen unter der Nr. ..." aufweisen.

Art. 9. Zwischen dem U.A.A. und jedem Auszubildenden wird ein Ausbildungsvertrag abgeschlossen, dessen Muster durch den Minister festgelegt wird.

Das U.A.A. führt für jeden Auszubildenden eine pädagogische Akte, die eine zu Beginn des Lehrgangs durchgeführte Bewertung der mangelnden Fähigkeiten beinhaltet, sowie den Lehrplan der Ausbildung und die jeweiligen Zielsetzungen, um diese Mängel auszugleichen. Diese individuell angefertigte Akte umfaßt ebenfalls Zwischenbewertungen, die wenigstens alle zwei Monate ausgearbeitet werden, sowie eine Abschlußbewertung, aus der der Stand der Fähigkeiten des Auszubildenden nach Abschluß der Ausbildung hervorgeht. Die pädagogische Akte enthält ebenfalls eine Anwesenheitsliste des Auszubildenden während des Lehrgangs.

Art. 10. Das U.A.A. legt jährlich einen Tätigkeitsbericht vor, der u.a. in der Form von anonymen Angaben eine Analyse der Zielbevölkerung umfaßt, eine Beschreibung der eingesetzten pädagogischen Methoden und eine genaue Angabe der Ergebnisse, die im Bereich des Erlernens oder der Festigung von Fähigkeiten oder im Bereich der sozialberuflichen Eingliederung erzielt wurden. Außerdem beinhaltet dieser Bericht eine Beschreibung der ausgeübten kommerziellen Aktivitäten.

Der genannte Tätigkeitsbericht, dem der Haushalt und die Jahresabrechnung der Einrichtung hinzugefügt werden, wird der Verwaltung jedes Jahr übermittelt.

KAPITEL III. - Zulassungsverfahren

Art. 11. § 1. Innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region wird ein Zulassungsausschuß der Unternehmen für die Ausbildung durch Arbeit eingerichtet. Dieser Ausschuß steht unter dem Vorsitz des Vertreters des Ministers und setzt sich des weiteren aus vierzehn effektiven und vierzehn stellvertretenden Mitgliedern zusammen:

- 1° zwei Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen;
- 2° zwei Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen;
- 3° zwei Vertreter des Forem;
- 4° ein Mitglied der Vereinigung der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region, Abteilung Ö.S.H.Z.;
- 5° ein Vertreter der Verwaltung;
- 6° ein Vertreter der Zelle "Europäischer Sozialfonds";
- 7° ein Vertreter des Wirtschafts- und Sozialrates der wallonischen Region;
- 8° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;
- 9° ein Vertreter des "Fonds communautaire d'intégration professionnelle des personnes handicapées" (Gemeinschaftlichen Fonds für die berufliche Eingliederung der Personen mit Behinderung) oder jeder Einrichtung, die diesen Fonds ersetzen wird;
- 10° zwei Mitglieder der U.A.A., deren Stimmrecht gemäß den in § 2 des vorliegenden Artikels festgelegten Bestimmungen eingeschränkt ist.

Die Mitglieder des Zulassungsausschusses sowie ihre Stellvertreter werden durch den Minister für eine Dauer von drei Jahren ernannt.

Der Zulassungsausschuß verabschiedet eine allgemeine Dienstordnung, die der Zustimmung des Ministers unterliegt.

Das Sekretariat des Ausschusses wird durch einen Beamten gewährleistet, der namentlich durch die Verwaltung bezeichnet wird.

§ 2. Der Zulassungsausschuß unterbreitet dem Minister auf dessen Anfrage hin oder in Eigeninitiative Gutachten zu allen Fragen, die die U.A.A. oder die Anwendung des vorliegenden Erlasses betreffen.

Wenn der Zulassungsausschuß gemäß den Artikeln 6, 13, 15 und 16 des vorliegenden Erlasses Stellung nimmt, haben die in § 1, Punkt 10° genannten Mitglieder eine beratende Stimme.

Art. 12. § 1. Der Zulassungsantrag wird bei der zuständigen Verwaltungsbehörde eingereicht. Diesem Antrag wird eine Akte beigefügt, die in allen Fällen folgende Dokumente beinhaltet:

- 1° die Statute der antragstellenden Vereinigung ohne Erwerbszweck;
- 2° das in Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 17. Juli 1987 über die Zulassung und die Bezuschußung bestimmter Einrichtungen, die Aktivitäten im Bereich der sozialberuflichen Eingliederung oder der ständigen beruflichen Weiterbildung ausüben, angeführte Programm;
- 3° die Verpflichtung, sich einer administrativen, pädagogischen und haushaltstechnischen Kontrolle durch die zuständige Verwaltungsbehörde zu unterziehen;
- 4° die Schriftstücke, die die Ausübung einer Aktivität im Bereich der Ausbildung durch die Arbeit innerhalb der wallonischen Region seit wenigstens einem Jahr rechtfertigen, sowie die Buchführung des vergangenen Haushaltsjahres;
- 5° ein ausführlicher Haushaltsentwurf für das Kalenderjahr, das auf das laufende Haushaltsjahr folgt, sowie ein Finanzplan für die nächsten beiden Jahre;
- 6° ein Bericht zu den Beziehungen zwischen der antragstellenden Vereinigung und den lokalen sozialberuflichen Einrichtungen, u.a. dem Forem, dem Ö.S.H.Z., den bestehenden Vereinigungen und den Unternehmen vor Ort;
- 7° ein Gutachten des "Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation" (Subregionaler Ausschuß für Beschäftigung und Ausbildung) zu dem sub Punkt 2° genannten Programm oder der Beweis, daß ein solches Gutachten seit mehr als drei Monaten erfolgreich beantragt wurde;

8° ein Liste des von dem antragstellenden Unternehmen ständig beschäftigten Personals mit Angabe der jeweiligen Qualifikationen, Zertifikate, Zeugnisse oder Diplome jedes Personalmitglieds, sowie dessen Aufgaben innerhalb der Einrichtung.

§ 2. Innerhalb einer Frist von zwei Wochen ab dem Eingangsdatum des Antrags übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller entweder eine Empfangsbestätigung, auf der vermerkt ist, daß die Akte vollständig ist, oder eine Mitteilung, durch die der Antragsteller aufgefordert wird, die Akte gemäß § 1 des vorliegenden Artikels zu vervollständigen.

Nachdem sie festgestellt hat, daß die Antragsakte vollständig ist, leitet die Verwaltung diese unmittelbar an den in Artikel 11 des vorliegenden Artikels genannten Zulassungsausschuß weiter.

Art. 13. § 1. Der Zulassungsausschuß fertigt innerhalb einer dreimonatigen Frist ab dem Eingangsdatum der Antragsakte ein begründetes Gutachten aus. Der Ablauf dieser Frist wird jedes Jahr vom 1. Juli bis zum 31. August unterbrochen.

Das Gutachten des Zulassungsausschusses wird unter Zugrundelegung folgender Kriterien begründet:

1° die Qualität des vorgeschlagenen Aktivitätenprogramms und die Zweckmäßigkeit der durch die Ausbildung erworbenen oder gefestigten Fähigkeiten, im Hinblick auf eine sozialberufliche Eingliederung;

2° die Ergänzungsmöglichkeiten zwischen dem vorgeschlagenen Aktivitätenprogramm und den vor Ort bestehenden Initiativen zur sozialberuflichen Eingliederung;

3° das Verhältnis zwischen der Zielsetzung der Ausbildung und dem Ausmaß der ausgeübten kommerziellen Tätigkeiten; diese Bewertung wird unter Bezugnahme auf die gemäß Artikel 3, § 2 des vorliegenden Erlasses festgelegten Quoten durchgeführt;

4° die in den Artikeln 5 und 6 angeführten spezifischen Bedingungen.

§ 2. Der Zulassungsausschuß hört die Vertreter der U.A.A. an, die einen diesbezüglichen Antrag stellen. Der Ausschuß kann zudem die Vertreter der Antragsteller zu einer Anhörung auffordern.

In allen Fällen findet die Anhörung innerhalb von zwei Monaten nach Aufgabe der per Einschreiben übermittelten Aufforderung statt, in der ggf. die genauen Punkte, zu denen der Zulassungsausschuß den Standpunkt der Vertreter der U.A.A. erfahren möchte, aufgeführt werden.

§ 3. Wird das Gutachten nicht innerhalb der in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Frist abgegeben, wird es nicht mehr verlangt.

Art. 14. Der Minister nimmt spätestens sechs Monate nach Zustellung der in Artikel 12 des vorliegenden Erlasses angeführten Empfangsbestätigung zu dem Zulassungsantrag Stellung. Der Ablauf dieser Frist wird jedes Jahr vom 1. Juli bis zum 31. August unterbrochen.

Wird dem Antragsteller zwei Monate nach Ablauf dieser Frist kein Beschluß mitgeteilt gilt die Zulassung als verweigert.

Falls sein Beschluß von dem Gutachten des Zulassungsausschusses abweicht, begründet der Minister diesen Beschluß spezifisch.

Art. 15. § 1. Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach Mitteilung der Zulassungsverweigerung ist das U.A.A. berechtigt, eine begründete Berufungsklage bei der Regierung einzureichen.

Diese Klage ist aufhebend.

§ 2. Die Klage wird dem Minister übermittelt, der sie der Regierung unterbreitet.

§ 3. Die Regierung faßt innerhalb einer dreimonatigen Frist ab dem Datum, an dem die Klage eingereicht wurde, einen Beschluß. Die Regierung begründet ihre Entscheidung und teilt diese dem U.A.A. durch die Verwaltung mit.

Art. 16. Die Zulassung wird für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren gewährt. Der Erneuerungsantrag wird frühestens acht Monate und spätestens zwei Monate vor Ablauf der gültigen Zulassung bei der Verwaltung eingereicht.

Das Erneuerungsverfahren unterliegt den Bestimmungen der Artikel 12, 13 und 14 des vorliegenden Erlasses. Das Gutachten des Zulassungsausschusses wird nicht nur unter Berücksichtigung der vorgeschlagenen Projekte begründet, sondern ebenfalls unter Berücksichtigung der im Laufe der vergangenen Zulassungsperiode durchgeführten Leistungen, wobei u.a. den Tätigkeitsberichten, den Haushalten, der Buchführung und allen anderen Informationen, die von dem Zulassungsausschuß als nützlich erachtet werden, Rechnung getragen wird.

Diese Bewertung bezieht sich insbesondere auf folgende Elemente:

1° die Qualität der Entwicklung und der Durchführung des pädagogischen Projekts;

2° die Berücksichtigung der tatsächlichen Berufserfahrung und der Gesamtverwaltung des Projekts bei der Ausbildung;

3° die Fähigkeit des U.A.A. zur Mitarbeit mit den anderen bestehenden Einrichtungen und insbesondere mit jenen, die in Artikel 11, § 1 des vorliegenden Artikels angeführt werden;

4° die von den Auszubildenden erzielten Ergebnisse im Bereich des Erlernens oder der Festigung von Fähigkeiten oder im Bereich der sozialberuflichen Eingliederung.

5° die Beachtung der gemäß Artikel 3, § 2 des vorliegenden Artikels bestimmten Quoten.

Art. 17. Der Minister kann die laufende Zulassung entziehen, falls der Betreffende eine der durch den vorliegenden Erlaß festgelegten Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt.

Bei Nichtbeachtung der genannten Bedingungen kann die Zulassung ebenfalls durch den Minister zeitweilig für eine Dauer von höchstens sechs Monaten aufgehoben werden, falls er der Ansicht ist, daß die Sachlage des zugelassenen U.A.A. innerhalb der durch ihn festgelegten Frist wieder normalisiert werden kann.

Die Aufhebungs- oder Entzugsbeschlüsse unterliegen dem ordnungsgemäßen Gutachten des Zulassungsausschusses.

Der Zulassungsausschuß faßt nach Anhörung der Vertreter der betroffenen Einrichtung einen Beschluß.

Art. 18. Jede Einrichtung, die Aktivitäten ausübt oder ausüben willigt ist, die die in dem vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen erfüllen, kann eine provisorische Tätigkeitserlaubnis beantragen, noch bevor sie seit einem Jahr besteht.

Der Minister erteilt diese provisorische Tätigkeitserlaubnis im Anschluß an ein Gutachten des Zulassungsausschusses. Der Zulassungsausschuß überprüft, ob der Ablauf der laufenden oder geplanten Aktivität dazu führen kann, daß der Einrichtung eine Zulassung gewährt wird. Das Prüfungsverfahren der Anträge unterliegt den Bestimmungen der Artikel 12 und 13 des vorliegenden Erlasses.

KAPITEL IV. - Zuschüsse und weitere Bestimmungen

Art. 19. § 1. Die gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassenen U.A.A. gelangen in den Genuß von Zuschüssen, die dazu dienen, die bei der Ausführung der Ausbildungsaktivitäten entstehenden laufenden Kosten und Personalkosten zu decken. Diese Zuschüsse sind strikt auf die Ausbildungsaktivitäten begrenzt und dürfen in keiner Weise dazu dienen, Aktivitäten im Bereich der Produktion zu fördern.

Der Minister legt im Anschluß an ein Gutachten des Zulassungsausschusses die zur Bestimmung der Höhe der Zuschüsse notwendigen Kriterien fest, wobei er u.a. der Anzahl der durch das U.A.A. beschäftigten Auszubildenden und der Anzahl der abgelegten Ausbildungsstunden Rechnung trägt.

§ 2. Die Nutzung der in § 1 des vorliegenden Artikels genannten Zuschüsse wird in den jeweiligen Haushalten und der Buchführung der zugelassenen Einrichtungen ausführlich gerechtfertigt. Diese unterliegen der Überprüfung durch die Inspektoren, die innerhalb der zuständigen Verwaltungsbehörde durch den Minister gemäß den Artikeln 55 bis 58 des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordinierung der Gesetze über die Buchführung des Staates bestimmt werden.

Art. 20. Mit Ausnahme der in Artikel 7, Absatz 3 des vorliegenden Erlasses angeführten Zeiträume ist das U.A.A. verpflichtet, während der Dauer der Ausbildung eine Ausbildungsentschädigung zu zahlen, die wenigstens 40 BEF/Stunde beträgt und an den Index der Verbraucherpreise gebunden ist (Basisindex der Verbraucherpreise 1988), es sei denn, diese Zahlung schadet den Sozialleistungen, die den jungen Auszubildenden gewährt werden.

Art. 21. Das U.A.A. stellt jeder Person, die mindestens 300 Ausbildungsstunden abgelegt hat, ein Fähigkeits- und Anwesenheitszeugnis aus. Dieses Zeugnis muß vor der Ausstellung dem Minister oder dem durch ihn diesbezüglich bezeichnenden Beamten zur Unterzeichnung vorgelegt werden. Diese Unterschrift wird innerhalb einer zweimonatigen Frist ab der Zustellung des Zeugnisses gewährt oder verweigert.

Art. 22. Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der wallonischen Region eingetragenen Mittel und den durch den vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen gemäß, kann der Minister den zugelassenen U.A.A. erlauben, subventioniertes Vertragspersonal einzustellen, um ihm die in Artikel 3 genannten Aufgaben zu übertragen.

Der Jahresbetrag der Prämie, die den im vorgenannten Absatz angeführten U.A.A. gewährt wird, beträgt 500 000 BEF pro bezuschusstes Vertragspersonalmitglied, das eine Vollzeitbeschäftigung ausübt. Diese Prämie wird für eine Anzahl bezuschuster Vertragspersonalmitglieder gewährt, die pro U.A.A. auf höchstens zwei Vollzeitbeschäftigte festgelegt ist.

Im Fall einer Teilzeitbeschäftigung wird dieser Betrag von 500 000 BEF im Verhältnis der Dauer der Leistungen verringert.

Alle Personen, die am Tag vor ihrer Einstellung als entschädigte Vollarbeitslose gelten, dürfen eine in Kapitel II von Titel III des Programmggesetzes vom 30. Dezember 1988 angeführte Beschäftigung als bezuschusstes Vertragspersonalmitglied antreten.

Art. 23. Der Minister beauftragt innerhalb der Verwaltung die mit der Kontrolle und Überwachung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beauftragten Beamten.

Art. 24. Die gemäß der Bestimmungen des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 16. September 1991 über die Zulassung und die Bezuschussung von Unternehmen zur Berufsausbildung zugelassenen Einrichtungen gelten gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses als U.A.A. zugelassen, und zwar bis Ablauf ihrer laufenden Zulassung.

Art. 25. Der Erlaß der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 16. September 1991 über die Zulassung und die Bezuschussung von Unternehmen zur Berufsausbildung wird aufgehoben.

Art. 26. Der vorliegende Erlaß wird am 1. Mai 1995 wirksam. Was Artikel 22 betrifft, tritt er am 1. Mai 1997 außer Kraft.

Art. 27. Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 6. April 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, de K.M.B. den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung,
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 - 1964

[C - 27365]

6 APRIL 1995. - Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning van de 'entreprises de formation par le travail' (bedrijven voor vorming door arbeid)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet III van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding, inzonderheid op de artikelen 2, 4, § 2, en 6;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social" (Sociaal-Economische Raad) van het Waalse Gewest, gegeven op 20 maart 1995;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 21 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Bestuur te kampen heeft met begrotingsproblemen en moeilijkheden ondervindt i.v.m. de erkenning van de betrokken instellingen en de evaluatie van hun acties, moeten deze laatste dringend opnieuw omschreven worden, met name t.o.v. de door de grote openbare instellingen gevoerde acties, ten einde objectieve financieringscriteria te kunnen bepalen;

Overwegende dat dit nieuwe referentiekader en deze nieuwe criteria onverwijld aan de betrokken instellingen meegedeeld moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

Bestuit :

HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister van Beroepsopleiding;

2° "FOREm" : de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

3° "Bestuur" : de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° "E.F.T." : het "Entreprise de Formation par le Travail";

5° "O.C.M.W." : het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn.

HOOFDSTUK II. - Erkenningsvoorwaarden

Art. 2. De instellingen bedoeld in het decreet van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding, kunnen als "E.F.T.'s" erkend worden als ze aan de bij dit besluit bepaalde voorwaarden voldoen.

Art. 3. § 1. Het "E.F.T." beoogt de vorming van de stagiairs d.m.v. een specifieke pedagogie. Deze berust op de uitvoering van een productief werk, die gepaard gaat met een aan de individuele behoeften aangepaste theoretische vorming, en op de psychosociale begeleiding van de stagiair.

De vorming beoogt de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces van werkzoekenden die wegens socio-kulturele verschijnselen ernstige integratiemoeilijkheden op de arbeidsmarkt ondervinden. Ze beoogt de verwerving of de consolidatie van de vereiste bekwaamheden hetzij om een arbeidsovereenkomst te sluiten, hetzij om toegang tot een kwalificerende vorming te verkrijgen.

§ 2. Het "E.F.T." is gemachtigd om goederen voort te brengen en te commercialiseren of om bezoldigde diensten te presteren, binnen de perken die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van zijn maatschappelijk doel.

Op voordracht van de in artikel 11 van dit besluit bedoelde erkenningscommissie bepaalt de Minister de financiële ratio's die het mogelijk maken de kwantitatieve beperking van de in deze paragraaf bedoelde activiteiten te controleren. Deze financiële ratio's houden met name rekening met het aantal tewerkgestelde stagiairs, het gegeven aantal uren vorming en de activiteitensector.

Het "E.F.T." houdt zijn boeken volgens het algemene rekeningsstelsel. De handelingen i.v.m. de productie- en vormingsactiviteiten staan er duidelijk in vermeld.

Art. 4. De personen die aan de volgende voorwaarden voldoen, worden door het "E.F.T." als stagiairs opgenomen :

1° minder dan 26 jaar en niet leerplichtig zijn;

2° bij hun opnemng niet in het bezit zijn van een getuigschrift van het lager middelbaar onderwijs of van een gelijkwaardige titel;

3° niet ingeschreven zijn in een onderwijsinstelling met volledig leerplan.

Art. 5. § 1. Het "E.F.T." mag eveneens de volgende personen, die ouder zijn dan 25 jaar, als stagiairs opnemen voor zover ze niet in het bezit zijn van een getuigschrift van het lager middelbaar onderwijs of van een gelijkwaardige titel :

1° personen die, bij hun opnemng, recht hebben op het bestaansminimum of op maatschappelijke steun, alsook de personen zonder bestaansmiddelen;

2° langdurige werklozen of personen die de arbeidsmarkt herintegreren.

Hun opnemng gebeurt binnen de perken voorzien bij een daartoe met de "FOREm" gesloten overeenkomst.

Voor de in 1° bedoelde personen die opgenomen moeten worden in een als v.z.w. opgerichte "E.F.T.", moet deze overeenkomst ook door het bevoegde O.C.M.W. gesloten worden.

§ 2. Onder langdurige werklozen in de zin van § 1 van dit artikel wordt verstaan de werkzoekenden die sinds minstens twee jaar onafgebroken in één van de twee volgende toestanden verkeren of in beide :

1° de volledig werkloze die voor elke weekdag werkloosheids- of wachttuitkeringen geniet;

2° de volledig werkloze die werkloosheidsuitkeringen geniet krachtens de bepalingen van de artikelen 101, 103 of 104 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende reglementering van de werkloosheid.

Voor de toepassing van dit lid worden met werkloosheidsperiodes gelijkgesteld :

1° de periodes van maximum veertien opeenvolgende dagen waarin de werkloosheids- of wachttuitkeringen niet zijn betaald, behalve als het gaat om een administratieve sanctie of om een uitsluiting krachtens de artikelen 51 en 52 of 153 tot 156 van voornoemd besluit van 25 november 1991;

2° de periodes die aanleiding hebben gegeven tot de betaling van een vergoeding krachtens de wettige of verordeningbepalingen betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° de periodes van gevangenisstraf in België;

- 4° de periodes waarin een werknemer in de Bondsrepubliek Duitsland verblijft, waar hij samenwoont met een Belg die tewerkgesteld is in het kader van de stationering van de Belgische strijdkrachten in dat land;
- 5° de periodes van oproeping of wederoproeping voor militaire dienst of de dienstperiodes als dienstweigeraar;
- 6° de met vakantiegeld gedekte werkloosheidsperiodes;
- 7° de gecumuleerde loonarbeidsperiodes die het equivalent van drie maanden voltijdse tewerkstelling niet overschrijden.

§ 3. Onder "personen die de arbeidsmarkt herintegreren" wordt verstaan de werkzoekenden die gelijktijdig aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° geen beroepsactiviteit hebben uitgeoefend gedurende drie jaar vóór hun integratie;
- 2° geen werkloosheids-, wacht- of stuitingsuitkeringen hebben genoten gedurende de periode van drie jaar die aan hun werving voorafgaat;
- 3° hun beroepsactiviteiten vóór de in 1° en 2° bedoelde periode van drie jaar hebben onderbroken of nooit hebben aangevat, hetzij om zich te wijden aan de opvoeding van hun kinderen, de kinderen van hun echtgenoot of de kinderen van de persoon met wie ze samenwonen, hetzij om hun vader of moeder, de vader of moeder van hun echtgenoot of van de persoon met wie ze samenwonen op te passen.

Art. 6. De Minister kan het "E.F.T.", op eensluidend advies van de in artikel 11 bedoelde erkenningscommissie, machtigen om stagiairs op te nemen die niet voldoen aan sommige van de bij de artikelen 4 en 5 opgelegde voorwaarden. Deze stagiairs mogen niet meer dan 20 van het in elk "E.F.T." totaal aantal opgenomen stagiairs vertegenwoordigen.

Deze machtiging mag verleend worden hetzij voor individuele gevallen, hetzij voor bepaalde categorieën van stagiairs. In het tweede geval geldt ze voor de duur van de lopende erkenning.

De Minister spreekt zich binnen een termijn van twee maanden uit over de individuele aanvragen om afwijking.

De Minister spreekt zich binnen een termijn van zes maanden uit over de aanvragen om afwijking per categorie.

De termijnen bedoeld in de voorafgaande alinea's lopen vanaf de dag waarop de erkenningscommissie het dossier aan de Minister heeft gezonden.

Art. 7. Het "E.F.T." moet ten minste 8 000 uren vorming per jaar waarborgen.

Het door elke stagiair gevolgde vormingsprogramma bedraagt ten minste 300 uren per jaar. Het loopt over een periode van maximum achttien maanden effectieve vorming, met inbegrip van de in het kader van alinea 3 van dit artikel gepresteerde periodes. Het mag niet meer dan 2 100 uren bedragen.

Dit programma mag, naar verhouding van een maximale effectieve periode van drie maanden, twee keer verlengbaar, toegepast worden in één of verschillende bedrijven waarmee het "E.F.T." daartoe een bijzondere overeenkomst sluit, waarin ten minste de door de Minister vastgelegde minimale bepalingen voorkomen. In de loop van elke in overweging genomen periode moeten nochtans minstens 10 van de door de stagiair gevolgde vormingsuren binnen het "E.F.T." gegeven worden.

Art. 8. Het "E.F.T." wordt in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk opgericht of door een O.C.M.W. georganiseerd. Het leeft de fiscale en sociale wetgeving nauwkeurig na en neemt de stagiairs op zonder discriminatie en met inachtneming van hun fundamentele rechten en vrijheden.

Alle akten, facturen, aankondigingen, afkondigingen en andere stukken die van de erkende vereniging uitgaan, moeten de vermelding "E.F.T." erkend onder nr." dragen.

Art. 9. Een vormingsovereenkomst, waarvan het model door de Minister is opgesteld, wordt tussen het "E.F.T." en elke stagiair gesloten.

Het "E.F.T." houdt individuele pedagogische dossiers bij met, voor elke stagiair, een evaluatie van de bekwaamheidstekorten die aan het begin van de stage wordt opgemaakt, samen met het vormingsprogramma en de vormingsdoelstellingen die deze tekorten moeten aanvullen. Het individuele dossier bevat eveneens tussentijdse evaluatierapporten die minstens om de twee maanden opgesteld worden alsook een definitief evaluatierapport met de bekwaamheden van de stagiair aan het einde van de vorming. Het pedagogische dossier bevat een presentielijst van de stagiair.

Art. 10. Het "E.F.T." stelt jaarlijks een activiteitenverslag op bevattende met name, in de vorm van anonieme gegevens, een analyse van de toestand van het betrokken publiek, een beschrijving van de aangewende pedagogische methoden, een nauwkeurige vermelding van de behaalde resultaten inzake bekwaamhedenverwerving of -consolidatie of inzake sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces, alsook een beschrijving van de uitgeoefende handelsactiviteiten.

Dit activiteitenverslag wordt, samen met de begroting en de jaarrekeningen van de instelling, jaarlijks aan het Bestuur gezonden.

HOOFDSTUK III. - Erkenningsprocedure

Art. 11. § 1. Bij het Ministerie van het Waalse Gewest wordt een commissie voor de erkenning van "E.F.T.'s" opgericht. Ze wordt door de vertegenwoordiger van de Minister voorgezeten en bestaat uit veertien gewone leden en veertien plaatsvervangende leden, hetzij :

- 1° twee leden die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;
- 2° twee leden die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;
- 3° twee leden van de "FOREm";
- 4° een lid dat de Unie van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest, afdeling O.C.M.W., vertegenwoordigt;
- 5° een lid dat het Bestuur vertegenwoordigt;
- 6° een lid dat de cel "Europees Sociaal Fonds" vertegenwoordigt;
- 7° een lid dat de "Conseil économique et social" van het Waalse Gewest vertegenwoordigt;
- 8° een lid dat de Minister van Tewerkstelling vertegenwoordigt;
- 9° een lid ter vertegenwoordiging van het Gemeenschapsfonds voor de inschakeling van de gehandicapten in het arbeidsproces, of van elke instelling die het Fonds eventueel moet opvolgen;

10° twee leden die de "E.F.T.'s" vertegenwoordigen, van wie het kiesrecht beperkt is, zoals voorzien in § 2 van dit artikel.

De leden van de erkenningscommissie worden, net zoals hun plaatsvervangende leden, voor een periode van drie jaar door de Minister benoemd.

De erkenningscommissie stelt haar huishoudelijk reglement op alvorens het aan de goedkeuring van de Minister te onderwerpen.

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een ambtenaar die door het Bestuur met name wordt genoemd.

§ 2. De erkenningscommissie geeft adviezen aan de Minister, ofwel op eigen initiatief, ofwel op verzoek van de Minister, over elke vraag betreffende de "E.F.T.'s" en de toepassing van dit besluit.

Als de erkenningscommissie zich overeenkomstig de artikelen 6, 13, 15 en 16 van dit besluit uitspreekt, houden de in § 1, 10°, vermelde leden zitting met raadgevende stem.

Art. 12. § 1. De aanvraag om erkenning wordt bij de bevoegde dienst van het Bestuur ingediend. Bij deze aanvraag wordt een dossier gevoegd, met hoe dan ook :

1° de statuten van de verzoekende v.z.w.;

2° het programma bedoeld in artikel 4, § 3, van het decreet van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding;

3° de verplichting zich aan de administratieve, pedagogische en budgettaire controle van de bevoegde dienst van het Bestuur te onderwerpen;

4° de stukken die de uitoefening, sinds minimum één jaar, van een activiteit i.v.m. vorming door arbeid in het Waalse Gewest aantonen, alsook de rekeningen van het afgelopen boekjaar;

5° een uitvoerig begrotingsontwerp voor het kalenderjaar dat op het boekjaar volgt en een financieel plan dat op de twee komende jaren slaat;

6° een verslag over de betrekkingen tussen de verzoekende vereniging en de plaatselijke sociaal-professionele instellingen, met name de "FOREm", de O.C.M.W.'s, de associatieve bewegingen, de plaatselijke bedrijven;

7° het advies van het subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming over het in 2° bedoelde programma, of het bewijs dat sinds meer dan drie maanden om een dergelijk advies is gevraagd;

8° een lijst van het vastbenoemde personeel tewerkgesteld door het verzoekende bedrijf met, voor ieder lid, vermelding van zijn kwalificaties, certificaten, getuigschriften of diploma's alsook van zijn functies binnen de instelling.

§ 2. Binnen een termijn van veertien dagen na ontvangst van de aanvraag bezorgt het Bestuur de aanvrager hetzij een ontvangstbewijs waarop vermeld staat dat het aanvraagdossier volledig is, hetzij een advies waarbij hij verzocht wordt het dossier op grond van de bepalingen van § 1 van dit artikel aan te vullen.

Als het aanvraagdossier volledig is, zendt het Bestuur het onmiddellijk door naar de erkenningscommissie waarvan sprake in artikel 11 van dit besluit.

Art. 13. § 1. De erkenningscommissie geeft een gemotiveerd advies over elke aanvraag om erkenning binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van het aanvraagdossier. Deze termijn wordt jaarlijks tussen 1 juli en 31 augustus geschorst.

Het advies van de erkenningscommissie wordt gemotiveerd aan de hand van volgende criteria :

1° de kwaliteit van het voorgestelde activiteitenprogramma en de relevantie van de bevoegdheden die d.m.v. de vorming verworven of geconsolideerd worden om het doel van sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces te bereiken;

2° de complementariteit tussen het voorgestelde activiteitenprogramma en de plaatselijke initiatieven van sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces;

3° de verhouding tussen de vormingsdoelstellingen en de omvang van de uitgeoefende commerciële activiteiten; deze schatting wordt gemaakt op grond van de krachten artikel 2, § 2, van dit besluit bepaalde ratio's;

4° de specifieke voorwaarden bedoeld in de artikelen 5 en 6.

§ 2. De erkenningscommissie hoort de vertegenwoordigers van de "E.F.T.'s" die er om vragen. Ze kan eveneens de vertegenwoordigers van de aanvragers horen.

In elk geval heeft het horen plaats binnen twee maanden na verzending, bij aangetekende brief, van een oproeping met, desnoods, een opgave van de punten waarover de erkenningscommissie het standpunt van de vertegenwoordigers van het "E.F.T." wenst te horen.

§ 3. Het advies wordt niet meer vereist als het niet gegeven wordt binnen de termijn waarvan sprake in § 1 van dit artikel.

Art. 14. De Minister beslist over de aanvraag om erkenning uiterlijk zes maanden na verzending van het ontvangstbewijs bedoeld in artikel 12 van dit besluit. Deze termijn wordt jaarlijks tussen 1 juli en 31 augustus geschorst.

Als de beslissing niet aan de aanvrager is betekend binnen twee maanden na het verstrijken van deze termijn, wordt de erkenning beschouwd als geweigerd.

Als hij van het advies van de erkenningscommissie afwijkt, omkleedt de Minister zijn beslissing speciaal met redenen.

Art. 15. § 1. Binnen dertig dagen na betekening van de weigering van de erkenning kan het "E.F.T." een gemotiveerd beroep bij de Regering instellen.

Dit beroep heeft schorsende kracht.

§ 2. De aanvraag wordt aan de Minister gezonden die ze vervolgens aan de Regering voorlegt.

§ 3. De Regering beslist binnen een termijn van drie maanden na het instellen van het beroep. Ze omkleedt haar beslissing met redenen en stelt het "E.F.T." in kennis ervan via het Bestuur.

Art. 16. De erkenning wordt verleend voor een verlengbare periode van drie jaar. De aanvraag om verlenging wordt bij het Bestuur ingediend op z'n vroegst acht maanden en uiterlijk twee maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning.

De verlengingsprocedure van de erkenning valt onder toepassing van de artikelen 12, 13 en 14 van dit besluit. Het advies van de erkenningscommissie wordt niet alleen aan de hand van de voorgestelde ontwerpen gemotiveerd, maar ook van de schatting van de dienstverleningen verricht tijdens de afgelopen erkenningsperiode, met name op basis van de activiteitenverslagen, begrotingen, rekeningen en alle andere gegevens die de erkenningscommissie nuttig acht.

Deze schatting slaat meer bepaald op :

- 1° de kwaliteit van de uitvoering en de ontwikkeling van het pedagogisch project;
- 2° het in overweging nemen, bij de vorming, van de werkelijke beroepservaring en van het beheer van het gehele project;
- 3° de capaciteit van het "E.F.T." om samen te werken met de andere bestaande instellingen, met name met degene bedoeld in artikel 11, § 1, van dit besluit;
- 4° de resultaten behaald door de stagiairs m.b.t. de verwerving of de consolidatie van bekwaamheden of m.b.t. de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces;
- 5° de inachtneming van de financiële ratio's bepaald overeenkomstig artikel 3, § 2, van dit besluit.

Art. 17. De Minister kan de lopende erkenning intrekken als de begunstigde niet langer voldoet aan één van de in dit besluit vermelde erkenningsvoorwaarden.

In dezelfde gevallen kan de erkenning eveneens door de Minister voor een maximale periode van zes maanden geschorst worden, als hij vindt dat de toestand van het erkende "E.F.T." vatbaar is voor regularisatie binnen de door hem bepaalde termijn.

De beslissingen inzake schorsing of intrekking worden aan het eensluidende advies van de erkenningscommissie onderworpen.

De erkenningscommissie beslist na de vertegenwoordigers van de betrokken instelling te hebben gehoord.

Art. 18. Elke instelling die activiteiten uitoefent of zich voorneemt activiteiten uit te oefenen die de bij dit besluit bepaalde voorwaarden vervullen, mag, zelfs alvorens één jaar te hebben gewerkt, een voorlopige werkingsmachtiging aanvragen.

De voorlopige werkingsmachtiging wordt op advies van de erkenningscommissie door de Minister verleend. De erkenningscommissie gaat na of de aan de gang zijnde of geplande activiteit de instelling aan de erkenning kan helpen. De behandelingsprocedure van de aanvragen is aan de artikelen 12 en 13 van dit besluit onderworpen.

HOOFDSTUK IV. - Toelagen en verschillende bepalingen

Art. 19. § 1. De overeenkomstig dit besluit erkende "E.F.T.'s" genieten toelagen die bestemd zijn om de werkings- en personeelskosten te dekken die eigen zijn aan hun vormingsactiviteiten. De toelagen zijn uitsluitend bestemd voor vormingsactiviteiten en geenszins voor produktieactiviteiten.

Op eensluidend advies van de erkenningscommissie bepaalt de Minister criteria voor het vaststellen van de toelagebedragen, rekening houdende met name met het door het erkende "E.F.T." tewerkgestelde aantal stagiairs alsook met het aantal gevolgde uren vorming.

§ 2. Het gebruik van de in § 1 van dit artikel bedoelde toelagen wordt omstandig gerechtvaardigd in de begrotingen en rekeningen van de erkende instellingen. Deze staan onder toezicht van de inspecteurs die de Minister aanwijst binnen de bevoegde dienst van het Bestuur, overeenkomstig de artikelen 55 tot 58 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Art. 20. Onverminderd de door de jongeren genoten sociale uitkeringen moet het "E.F.T." tijdens de vormingsperiode, met uitzondering van de periodes bedoeld in artikel 7, alinea 3, van dit besluit, een vormingsvergoeding van minstens 40 fr./u. storten. Die vergoeding is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (basis : 1988).

Art. 21. Het "E.F.T." reikt een deelnemings- en bekwaamheidsattest uit aan elke persoon die minstens 300 uren vorming binnen het bedrijf heeft gevolgd. Voordat het uitgereikt wordt, moet het onderworpen worden aan de goedkeuring van de Minister of van de door hem gemachtigde ambtenaar. De goedkeuring wordt verleend of geweigerd binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van het bewijs.

Art. 22. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest ingeschreven kredieten en onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden kan de Minister de erkende "E.F.T.'s" ertoe machtigen gesubsidieerde contractuelen aan te werven om hen de in artikel 3 vermelde opdrachten toe te vertrouwen.

De jaarlijkse premie die de in voorafgaande alinea bedoelde "E.F.T.'s" genieten, bedraagt 500 000 frank per gesubsidieerde contractuele die voltijds tewerkgesteld is. Deze premie wordt verleend voor gesubsidieerde contractuelen waarvan het aantal op maximum twee voltijdse krachten per "E.F.T." is vastgesteld.

In geval van part-time werk wordt voornoemd bedrag van 500 000 frank verminderd naar rata van de duur van de dienstverleningen.

De volledig uitkeringsgerechtigde werklozen mogen, op de dag voorafgaande aan die van hun aanwerving, een baan van gesubsidieerde contractuele bekleden, zoals bedoeld in hoofdstuk II, Titel III, van de programmawet van 30 december 1988.

Art. 23. De Minister benoemt, binnen het Bestuur, de ambtenaren die moeten nagaan of de bepalingen van dit besluit worden nageleefd.

Art. 24. De instellingen erkend overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 september 1991 betreffende de erkenning en de subsidiëring van "entreprises d'apprentissage professionnel" (ondernemingen voor het aanleren van een beroep) worden, tot het verstrijken van de lopende erkenning, geacht als "E.F.T.'s" erkend te zijn, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 25. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 september 1991 betreffende de erkenning en de subsidiëring van "entreprises d'apprentissage professionnel" wordt opgeheven.

Art. 26. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1995. De uitwerking ervan houdt op met ingang van 1 mei 1997 wat artikel 22 betreft.

Art. 27. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 april 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD